

## PAYSANS DU VAUCLUSE (1860-1939)

« Paysans du Vaucluse : 1860-1939 ». La concision du titre peut surprendre, mais il m'a semblé que ce parti pris de brièveté, mettant l'accent sur les hommes, répondait le mieux au souci d'histoire totale qui anime le projet de recherche. Après qu'une série de crises sectorielles ait ruiné une agriculture traditionnelle poussée à un très haut degré de perfectionnement, une mutation économique profonde s'accomplit, qui projette le monde rural vauclusien dans la modernité. Mais les conditions et contraintes sociales de cette mutation lui confèrent, dans l'ensemble national, une incontestable originalité, et j'ai pu parler d'un « modèle de croissance », qui rassemble dans un couple indissociable le système économique mis en œuvre et les caractéristiques sociales de la paysannerie. Sa cohérence est si forte qu'elle détermine, ou permet de comprendre, des comportements collectifs, dans la vie matérielle et dans l'ordre idéologique, composant une personnalité collective elle aussi originale. C'est bien l'histoire d'une mutation que j'ai tentée, conscient qu'il fallait la conduire aux trois niveaux étroitement imbriqués de l'économique, du social et du culturel.

Le cadre territorial du département est-il approprié à une telle démarche ? Il est certain que la diversité des conditions naturelles, particulièrement pour le relief et la fertilité des sols, fait problème, qu'elle ne permet pas de cerner un système économique homogène, sinon uniforme. Mais les plaines vauclusiennes, par la part qu'elles prennent dans la formation du revenu agricole, par le nombre des hommes qui y vivent, ont un poids décisif et aussi exercent une action d'entraînement, proposant aux pays voisins moins favorisés par la nature l'exemple stimulant de leur réussite. Par là, le caractère administratif du département s'efface devant une réalité économique qui apparaît comme un produit de l'histoire, dans un cadre qui prend de ce fait une indéniable cohérence. Faut-il ajouter que les documents des archives publiques sont élaborés et collectés dans le cadre départemental et qu'il m'a été possible de retrouver — plus exactement d'approcher — la diversité naturelle, économique et humaine du département en utilisant, comme lieu de mise en œuvre décentralisée de ces documents, chaque fois qu'ils s'y prêtaient, le canton. L'historien n'est pas asservi par les contraintes techniques de sa recherche, si réelles qu'elles soient.

C'est vers 1860 — on comprend bien que la chronologie ne peut en ce domaine prétendre à la précision — que le système économique de l'agriculture vauclusienne, hérité d'une longue tradition mais aussi progressivement perfectionné, se présente tout à la fois dans la plénitude de son accomplissement et dans une redoutable vulnérabilité. Pourquoi un « système économique » ? Parce que les principales productions agricoles ne se distribuent pas au seul gré des conditions naturelles, ni sous le seul aiguillon de la subsistance, mais parce qu'elles expriment un souci de rationalité, que l'on comprend bien en observant la progression des activités ouvertes sur le marché et la croissance du revenu monétaire. Nous restons dans une économie traditionnelle, en raison de la place prépondérante des céréales dans les assolements et les associations culturales, alors que la sériciculture, la garance et la vigne y ont introduit innovation et modernisme. La recherche de voies nouvelles s'est opérée à l'intérieur du système, sans en compromettre les grands équilibres du fait des contraintes démographiques et des conditions économiques générales. C'est dans les plaines que cette agriculture, ouverte sur le progrès sans pour autant renier la tradition, connaît ses résultats les plus spectaculaires ; elle y est porteuse d'une population très dense, qui se partage très inégalement la propriété de la terre mais qui n'en est que rarement totalement dépourvue.

\*  
\* \*

Image d'une réussite, qui se brouille et se défait en une quinzaine d'années, sous l'assaut conjugué de crises sectorielles qui anéantissent les efforts déployés et les succès obtenus depuis le début du siècle. Le premier coup est venu de l'élevage des vers à soie, durement secoué par les maladies que Pasteur réussit à vaincre. Mais à peine l'espoir revient-il que la concurrence des soies d'Extrême-Orient fait entrer la sériciculture dans un déficit comptable plus redoutable que les maladies des vers à soie. Tous les gagne-petit de cette activité y perdent un revenu monétaire sans doute médiocre, mais qui les aidait à franchir le seuil du minimum vital et le salut ne peut être pour eux que dans le départ. C'est aussi sur le marché que se joue le sort de la garance, victime irrémédiable du progrès scientifique puisque c'est la chimie qui chasse le « rouge garance ». Il suffit de quelques années pour que cette culture, longtemps identifiée à la prospérité de l'agriculture vauclusienne, disparaisse sans espoir de retour. Là encore, l'équilibre démo-économique reçoit une rude secousse. Dernier coup du sort, le phylloxera envahit le vignoble, avec une rapidité foudroyante, et c'est le troisième pilier monétaire de l'agriculture vauclusienne — le plus prometteur sans doute — qui s'effondre. La sériciculture se survit, sa disparition n'est que progressive, mais en 1875 le destin de la garance est scellé et en 1880 il ne subsiste du vignoble vauclusien que des lambeaux, des tentatives de replantation qui tiennent de l'acte de foi, sauf peut-être là où la submersion et les sols sableux s'opposent à l'insecte dévastateur.

Il n'est pas excessif de dire que les campagnes vauclusiennes offrent alors un spectacle de désolation, dont on peut prendre la mesure à l'écoulement vers les villes d'une population médiocrement pourvue en terre, privée par les crises répétées de ses sources de revenu monétaire, en proie au découragement. Exode rural socialement marqué, par conséquent, mais qui pour autant ne modifie pas sensiblement le rapport des hommes à la terre : la propriété parcellaire et l'exploitation agricole familiale qui la prolonge — à moins qu'elle n'en soit le noyau, complété par des locations de terre — résistent à la crise. Car les crises sectorielles constituent par leur conjonction la crise de l'agriculture traditionnelle, bientôt compliquée et aggravée par son emboîtement avec la grande dépression de la fin du siècle, très sensible à partir des années 1880.

Mais les départs, les découragements ne sont pas le trait le plus significatif de la situation. Ceux qui restent, — les plus nombreux —, attachés à leur terre, forts aussi du souvenir de leur prospérité passée, refusent la fatalité du déclin. Aussi bien la crise provoque en quelque sorte une mise en question collective, elle enclenche le processus par lequel s'accomplira la mutation progressiste de l'agriculture vauclusienne. Certes, on voit dans le contexte économique toute une série de facteurs favorables : l'urbanisation, le développement des transports rapides, qui ouvrent ou élargissent le marché à des productions agricoles pour lesquelles le Vaucluse est favorisé par la nature. Mais ce n'est pas le plus important. Comptent beaucoup plus, dans une conjoncture bien sombre, les qualités de ténacité, d'imagination créatrice et d'audace des paysans vauclusiens.

Il faut d'abord tenir, résister à l'adversité. Le blé, et plus généralement les cultures de subsistance, reprennent une partie du terrain cédé à la garance et à la vigne. Les vigneron s'acharnent à replanter des vignes françaises, s'accrochent quand ils le peuvent à l'espoir pourtant fragile de la submersion... Efforts qui peuvent passer pour dérisoires si on les envisage pour leur seule portée économique. Mais ce sont eux qui entretiennent l'espoir, dans la logique des faibles moyens dont disposent les exploitations familiales et c'est la condition première à l'exploration, tâtonnante inévitablement, des voies de l'avenir. Certes, il y a des grands propriétaires qui s'y engagent, forts de leur capacité d'investissement, de leur savoir aussi et l'avance qu'ils prennent leur procurera une réussite parfois spectaculaire. Ils exercent une action d'entraînement non négligeable, mais c'est pour l'essentiel par une démarche besogneuse, où le travail acharné et le sens du risque suppléent le capital défaillant, que l'agriculture vauclusienne entre dans la voie de la modernité. Elle passe par les cultures maraîchères et la reconstitution, sur des bases techniques bien plus rationnelles, du vignoble, où le raisin de table commence dès avant 1914 une carrière prometteuse. Bien sûr, ce sont les plaines — les plus touchées par la crise — qui en tirent le meilleur profit et l'on y remarque un net ralentissement de l'exode rural et même des arrivées, là où les nouveaux systèmes de production sont les plus exigeants en force de travail.

\*  
\* \*

Les témoignages ne manquent pas sur les conditions et contraintes sociales de cette mutation, sur la qualité du travail qui a été le facteur principal de sa réussite. Mais il faut aller plus loin, tenter l'analyse économique de la croissance ainsi lancée. Entreprise assurément périlleuse, en raison des difficultés documentaires et méthodologiques qu'elle soulève. Pas question de projeter dans le passé la démarche des économistes, visant à appréhender de manière exhaustive le produit agricole : la documentation est bien trop lacunaire et incertaine, et par ailleurs la traduction en termes monétaires de l'ensemble des recettes et des charges ne respecterait pas la réalité des conditions historiques (autoconsommation, travail non rémunéré de la main-d'œuvre familiale). Il convient donc d'adapter cette démarche aux contraintes que nous impose l'intelligence du passé.

Je me suis efforcé, à partir des données des grandes enquêtes agricoles, de reconstituer le produit agricole brut représentatif de la part de la production engagée sur le marché, en d'autres termes les recettes de l'agriculture. Tentative qui peut paraître bien modeste, et pourtant d'une mise en œuvre délicate. Elle présente l'intérêt majeur de déterminer un compte de résultats cohérent avec l'évolution économique, et c'est ainsi qu'il est possible de parvenir à l'analyse de la croissance de l'agriculture vaclusienne. Je ne prétends pas, bien sûr, obtenir des résultats absolument, précisément garantis, mais des ordres de grandeur indiscutables, dans le cadre du département et aussi dans celui du canton, par lequel on peut sans distorsion majeure atteindre la diversité des conditions naturelles et économiques et suivre le mouvement complexe, chronologique et spatial, du processus de modernisation de l'agriculture. Le produit agricole, confronté aux effectifs des exploitations agricoles afin de pouvoir déterminer le revenu agricole moyen d'une exploitation, a été calculé pour quatre années :

- 1862, bon poste d'observation de l'agriculture traditionnelle à son point de perfectionnement extrême et donc base retenue pour l'évaluation du processus de croissance.
- 1882, où l'on est au cœur de la crise de cette agriculture.
- 1892, qui introduit le poids de la dépression et donc de la conjoncture nationale.
- 1912 — année où nous n'avons pas l'appui d'une grande enquête décennale — qui permet d'apprécier les résultats de la mutation en cours, avant le choc de la guerre.

L'impact de la crise sur le produit agricole est plus limité qu'on pouvait le penser, et les calculs confirment pour 1892 l'aggravation — elle aussi limitée — sous la pression des prix en baisse qui caractérisent la dépression de la fin du siècle. L'allègement démographique qui accompagne

la crise, se traduisant par une sensible réduction du nombre des exploitations, permet d'annuler l'effet des moins-values en recettes sur le revenu des exploitations. Voilà des données statistiques qui, sans contredire le traumatisme social de la crise, nous éclairent sur l'efficacité de la lutte très tôt engagée par les paysans pour combattre son incidence négative sur le revenu. Sans doute, la traduction monétaire de productions de substitution qui, pour une part qu'on ne peut déterminer, restent dans le secteur de l'autoconsommation gonfle les recettes réelles. Mais l'important, au-delà de l'inévitable incertitude de certaines données, c'est que la résistance à la crise — qui était d'une certaine manière un aventureux pari sur l'avenir — a bien créé les conditions d'une mutation positive sans pour cela, bien entendu, permettre une accumulation où l'on puiserait pour les investissements à venir. Les résultats enregistrés en 1912 n'en sont que plus remarquables : par rapport à 1892, le produit agricole progresse de 74 % et le revenu moyen des exploitations fait un bond de 105 %. Nous ne pouvons pas, malheureusement, comparer ces résultats à d'autres, puisque les études d'histoire rurale n'ont pas suivi — et ne pouvaient pas suivre — une méthode uniforme d'analyse économique, mais il est sûr que nous avons affaire à une croissance particulièrement forte, exceptionnelle si l'on veut bien tenir compte des cadres sociaux où elle s'est réalisée. Car elle est, pour l'essentiel, à inscrire au crédit des exploitations familiales qui ont fait la double démonstration de leur capacité d'adaptation à la crise et de leur aptitude à l'innovation et au progrès, alors même qu'elles ne disposent que de faibles moyens financiers. On voit bien, enfin, le rôle moteur des cultures maraîchères et de la vigne, ce qui explique les disparités régionales du revenu agricole et la fonction pilote qui revient au canton de Cavaillon.

Mais l'analyse économique, quelque précaution que l'on puisse prendre, a un caractère général et abstrait, s'écarte du réel. C'est une gêne sérieuse, notamment dans l'agriculture où l'on sait que le réel est composé d'un très grand nombre de petites cellules productives, qui constituent une infinité de cas d'espèce. Aussi bien il n'est nullement contradictoire à l'objectif d'une analyse de croissance — qui relève de la mise en œuvre de données statistiques — de chercher à atteindre le revenu agricole par l'étude de comptabilités d'exploitations agricoles : nous disposons ainsi de deux voies d'approche, complémentaires l'une de l'autre, se vérifiant l'une par l'autre.

Ce n'est pas dans les archives publiques — sauf exception — que l'on peut espérer découvrir des comptabilités d'exploitations... Nous sommes là confrontés au difficile problème des archives privées. Elles ne peuvent être que rares, surtout lorsqu'il s'agit de données comptables : on ne peut en trouver que pour de grands domaines, à gestion directe ou éclatés en exploitation confiées à des métayers et c'est ainsi qu'il est possible d'approcher le revenu des exploitations familiales, ce qui est essentiel à l'objectif que nous visons. Mais, rares par elles-mêmes, ces archives

comptables ont encore plus rarement résisté au temps, et il faut beaucoup de chance et de patience pour en retrouver quelque-uns. Ajoutons que les comptes d'exploitations sont le plus souvent sommaires, peu explicites, qu'ils constituent rarement des séries longues ou simplement continues.

J'ai, tout bien pesé, considéré qu'il valait la peine de s'atteler à la tâche. Malgré les insuffisances évidentes des documents glanés, j'ai pu vérifier in vivo en quelque sorte le caractère empirique, tâtonnant des voies d'accès à la modernité, la diversité des situations et des expériences, et prendre conscience de l'inégalité des résultats, tenant pour une part aux modes d'exploitation et pour une autre à la valeur personnelle des hommes. Dans une réalité humaine foisonnante, appréhendée certes de manière insuffisamment dense, j'ai pu observer que les grands domaines à gestion lointaine étaient condamnés au déclin et qu'au contraire les petits et moyens paysans compensaient par leur esprit d'initiative et leur acharnement au travail la faiblesse de leur potentiel économique. Pour être complet, plusieurs comptabilités m'ont révélé le rôle de découvreurs, de pionniers de quelques grands propriétaires. Enfin, l'analyse aussi fine que possible des comptes — recettes et charges d'exploitation — aboutit à des résultats qui, tout en conservant le caractère de cas d'espèce, ne contredisent absolument pas la trajectoire de croissance dessinée par les résultats de l'analyse économique.

\*  
\* \*

La guerre de 1914-18 a cassé cette croissance, sans pour autant remettre en question ses orientations essentielles. Le repliement des exploitations sur elles-mêmes, dans une conjoncture exceptionnellement douloureuse, préservait les chances d'un redémarrage, que devaient favoriser aussi bien l'inflation d'après-guerre que les dispositions d'esprit des soldats démobilisés, qui avaient certes beaucoup souffert mais aussi considérablement élargi et enrichi leur expérience humaine et rentraient au pays animés de la volonté de réussir. Les années 1920 sont donc caractérisées, après un rapide rattrapage du potentiel économique dégradé pendant la guerre, par une vive progression des systèmes de production de l'agriculture spécialisée. En portent témoignage le déclin irrémédiable de la céréaliculture, l'extension des superficies consacrées aux cultures maraichères, irriguées et de plein champ, et les progrès réalisés par la vigne, dans deux directions : recherche de la qualité et plantations de raisins de table. C'est pendant ces années que se fixe l'image d'une agriculture riche, voire opulente, à partir de l'animation des marchés et des cours spéculatifs qui s'y pratiquent, des signes extérieurs de richesse par lesquels le paysan vaclusien tranche sur l'idée couramment admise du genre de vie paysan...

L'enquête agricole de 1929 permet d'aller au-delà des faits d'observation superficielle. Le produit de l'agriculture, tel que nous l'avons conçu, rassemble la valeur marchande d'un grand nombre de productions

nouvelles, qui traduisent une spécificité de l'agriculture vauclusienne : le caractère multiforme des spécialisations où elle est engagée, indice de la capacité d'adaptation de ses producteurs aux données du marché, témoignage d'un état d'esprit qui de proche en proche gagne toutes les régions du Vaucluse, jusqu'à celles les moins favorisées par la nature. L'inflation oblige à convertir en francs constants les valeurs nominales pour pouvoir apprécier l'évolution par rapport à l'avant guerre : le produit agricole accuse depuis 1912 une avancée de 40 % et le revenu moyen d'une exploitation a progressé pour sa part de 57 %. Même si nous manquons de points de comparaison, il est permis de dire que ce sont des indices exceptionnels, qui confirment bien l'impression de richesse retenue par les contemporains. Et si l'on considère le mouvement de croissance depuis les années 1860, le revenu moyen des exploitations s'inscrit à l'indice 345 : la réussite de la mutation économique est réellement impressionnante.

Ce sont toujours les exploitations familiales qui en sont les acteurs essentiels. L'étude de la propriété foncière, à partir du cadastre Napoléon et de ses révisions successives, en 1913 et dans les années 1930, établit qu'après un processus de déconcentration stoppé vers 1880 la propriété foncière tend à se concentrer. Mais ce ne sont pas les plus grosses propriétés qui se renforcent, certaines d'entre elles disparaissent, disqualifiées en quelque sorte par leur mode d'exploitation, délaissées en raison du fléchissement de la rente foncière alors que les placements en valeurs mobilières modernes sont beaucoup plus attractifs. Cette érosion de la grande propriété, qui a signification d'une sélection économique, est symétrique de l'affaiblissement très sensible de la très petite propriété, qui a signification sociale. On observe dans ces conditions une montée en puissance des couches supérieures de la petite propriété et l'émergence, fait nouveau, d'une classe de moyens propriétaires, représentatives de la réussite socio-économique de la mutation de l'agriculture. Il est moins facile d'analyser avec précision les modes d'exploitation, mais il ne fait aucun doute que la petite et la moyenne propriétés sont pour l'essentiel la base foncière du plus grand nombre des exploitations agricoles et lorsque cette base est insuffisante elle est complétée par des locations de parcelles. L'inflation aidant, le signe tangible de la réussite étant la propriété de la terre, les paysans profitent de leur statut d'exploitant pour acquérir ces terres qu'ils travaillent. Ainsi la paysannerie vauclusienne, maîtresse d'œuvre du processus de modernisation de l'agriculture parce que ses qualités de travail et de créativité suppléaient sa médiocre capacité d'investissement, se trouve consolidée par le succès qu'elle a obtenu. La concentration foncière s'opère à son profit, ce qui souligne d'ailleurs ses limites. Retenons surtout l'association à coup sûr originale de la réussite économique et des structures moyennes de la propriété. Le caractère intensif des systèmes de production s'y prête, bien sûr, mais il n'y a pas pour autant un rapport mécanique, obéissant à je ne sais quel déterminisme économique

entre les systèmes de production et les statuts sociaux de la paysannerie : l'exploitation familiale fait la démonstration de son aptitude au progrès économique par le potentiel de travail intelligent et audacieux qu'elle rassemble et qu'elle peut mobiliser dans quelque conjoncture que ce soit.

On le vérifie d'ailleurs pendant la crise des années 1930, qui n'épargne pas le Vaucluse. Sans doute, la spécificité de l'agriculture vauclusienne, orientée vers des productions sinon de luxe, tout au moins trouvant place dans la zone des consommateurs aisés, sur le marché national et aussi sur les marchés extérieurs, lui assure une relative protection, renforcée par la diversité des spéculations et les compensations qui de ce fait s'établissent sur l'ensemble d'une campagne. Il n'empêche qu'à partir de 1934 la baisse des prix se généralise et les marchés s'alourdissent. Il faut recourir aux comptabilités d'exploitation pour appréhender avec quelque précision le phénomène et le saisir dans la diversité des situations : par rapport au sommet que représentent les années 1927-29, le creux de la vague des années 1933-35 accuse une dénivellation de l'ordre de 30 à 50 %, la polyculture spécialisée paraissant mieux résister que les spécialisations étroites, du type de la viticulture de la qualité. On comprend que la crise, amplifiée par la pointe revendicative que donnent à l'inquiétude et au malaise les organisations professionnelles, ait été intensément vécue. Mais une comparaison, même grossière, avec la situation d'autres régions fait apparaître une situation bien éloignée de la misère : l'intensité du vécu de la crise s'explique alors par une autre comparaison, celle que les paysans font spontanément avec la période euphorique 1927-1930, et aussi parce que le succès et l'accès à l'aisance qui le sanctionne créent un état d'esprit de lutte, qui ignore la résignation. Reste que le bilan que l'on peut faire de l'agriculture vauclusienne est largement positif, le revenu des agriculteurs évalué en francs constants n'est pas loin d'avoir rattrapé le sommet de 1927-1930. Si l'on mesure le chemin parcouru depuis 1860, nous retenons la trajectoire d'une évolution économique considérable, d'une forte croissance, et c'est ainsi que la paysannerie vauclusienne a fait et réussi son entrée dans la modernité, sans rien perdre de son enracinement, associant avec bonheur ses vertus traditionnelles de travail et de persévérance et une remarquable ouverture au progrès, une réelle capacité d'adaptation et d'innovation.

\*  
\* \*

La question que l'on doit dès lors se poser, dans la perspective initialement tracée d'une histoire totale, c'est de savoir si ce modèle de croissance, spécifique aussi bien par l'étroite interaction des données économiques et des facteurs sociaux que par ses résultats, n'a pas contribué à forger une personnalité collective elle aussi originale. Question délicate, car on sait bien que les rapports d'une base économique déterminée à des

comportements collectifs, significatifs d'une culture spécifique, ne peuvent être mécaniques. Là aussi, on n'avancera qu'avec prudence, après avoir fait un choix, forcément discutable, des domaines dans lesquels il convient d'analyser et de suivre les comportements collectifs où peut s'exprimer dans son originalité — si elle existe — la paysannerie vauclusienne. Il m'est apparu qu'il ne fallait pas réduire ces comportements au seul domaine idéologique et politique, qu'il convenait de s'interroger sur des attitudes matérielles, en relation directe avec le revenu agricole dont nous avons bien marqué la vive progression.

Cela m'a conduit à réfléchir sur l'usage que les paysans font de leur revenu, soit qu'ils l'accumulent, soit qu'ils le consomment. Il est bien difficile de faire une histoire de la consommation, mais les indices ne manquent pas qui permettent d'affirmer que les paysans vauclusiens, fortement influencés par le gonflement de leurs gains monétaires, d'autant plus qu'ils les manient quasi quotidiennement sur les marchés, se sont engagés dans un modèle de consommation qui les rapproche des classes moyennes urbaines et qui introduit de bonne heure dans leur vie quotidienne des éléments de confort et des commodités encore faiblement répandus dans les campagnes françaises. La diffusion de l'automobile et l'usage qu'on en fait, pour le travail et les loisirs tout à la fois, me semble le fait le plus significatif de ce modernisme de la consommation paysanne dans le Vaucluse.

Ce qui est sûr, c'est qu'une fraction importante et croissante du revenu agricole passe dans des dépenses de consommation, qui ne laissent aucune trace dans les patrimoines, et c'est à travers les patrimoines qu'on peut atteindre l'accumulation, par les investissements qu'elle permet de constituer. D'où l'intérêt d'une étude des fortunes, telles qu'elles sont enregistrées dans les déclarations de successions. Il est bien certain que pour certaines d'entre elles, on a affaire à des fortunes résiduelles, à des patrimoines partiellement distribués, et l'étude doit être conduite avec prudence, d'autant plus que l'évaluation monétaire des patrimoines présente des incertitudes... N'insistons pas ici sur les problèmes méthodologiques, on imagine aisément qu'ils sont complexes. Mais on peut les résoudre convenablement et j'ai pu dégager des conclusions sérieuses pour l'évolution des fortunes paysannes de 1900 à 1938. Leur valeur exprimée en francs constants ne semble pas avoir progressé de façon sensible, mais cela tient surtout à la baisse de la valeur de la terre et donc à la dévalorisation du capital foncier. L'observation la plus importante, c'est la diffusion croissante de l'épargne, jusque dans les patrimoines modestes, et le caractère nouveau qu'elle revêt : à côté de l'épargne de précaution, dont les livrets de caisse d'épargne donnent la meilleure image, apparaît une épargne active, plus sensible au jeu spéculatif avec les valeurs de bourse que l'on rencontre dans les grosses fortunes, mais aussi dans celles représentatives de l'aisance à laquelle accèdent les paysans moyens engagés dans l'agriculture spécialisée.

La fréquentation des marchés et le goût du risque qu'on y prend ne sont sans doute pas étrangers à ces placements d'un incontestable modernisme.

\*  
\* \*

Il est assurément plus délicat d'apprécier en termes de modernisme les comportements idéologiques et politiques ! Mais nous sommes justifiés à poser la question, à la fois parce que l'évolution générale des idées permet de le faire, et parce que la cohérence des comportements dans la vie matérielle avec le modèle de croissance nous invite à pousser la recherche dans cette direction également.

La paysannerie vaclusienne est largement et profondément déchristianisée, seul un petit noyau a résisté aux sollicitations du « modernisme », comme disent précisément les autorités ecclésiastiques. Sans doute, le détachement religieux s'enracine dans un temps où il ne pouvait pas s'exprimer, alors qu'il devient évident et s'affirme comme tel — sans agressivité très souvent — lorsque les conditions politiques le permettent, c'est-à-dire dès les débuts de la Troisième République. Dès lors, attitude envers la religion et choix politiques s'interpénètrent et se renforcent pour créer un comportement politique bien connu, laïque et républicain avancé, qui fonde dans sa tradition le radicalisme. Mais revenons au modernisme, amèrement dénoncé par les prêtres qui constatent la désertion des églises, le non respect des règles canoniques du baptême et des derniers sacrements. Pour eux, c'est l'enrichissement paysan, l'esprit de lucre et de jouissance qui ont affaibli, émoussé la conscience chrétienne. Faut-il établir un rapport aussi direct entre la réussite économique et la déchristianisation ? Sans doute, les itinéraires individuels sont plus complexes et les prêtres cèdent pour une part à la tentation d'un déterminisme grossier lorsqu'ils s'en prennent au matérialisme et au respect humain. Et puis, ils évitent ainsi de mettre en question leur propre pastorale... Reste cependant que la mutation économique, ne serait-ce que par les rythmes de travail plus intenses qu'elle impose, a battu en brèche la tradition du repos dominical, et aussi que la compensation recherchée pour un travail rude et rémunérateur, ce sont des loisirs profanes, réprouvés par la morale chrétienne traditionnelle. Le détachement religieux si réel et profond dans la paysannerie vaclusienne, sans aucun doute stimulé par les luttes politiques et encouragé par une pastorale rigide, fermée à l'évolution de la société et des mœurs, n'est pas incohérent avec le modèle de croissance tel que nous l'avons analysé.

Mais les comportements politiques ? Très tôt s'est forgée dans le peuple des campagnes vaclusiennes une tradition républicaine, celle des « Rouges du Midi », tout à la fois refus de l'ordre établi et aspiration à la liberté et à l'égalité. Tradition que les luttes des débuts difficiles de la Troisième République ont inscrite sous le signe du Radicalisme et de l'anticléricalisme. Et l'analyse des résultats électoraux montre que dans leur

majorité — avec bien sûr des inégaillés d'un pays à un autre — les paysans vauclusiens se placent sous ces deux drapeaux. Mais cette tradition n'est pas figée, l'évolution sociale la conduit vers des idées nouvelles, à contenu révolutionnaire : c'est l'itinéraire par lequel la Gauche glisse du Radicalisme au Socialisme, lui-même relayé après la guerre par le Communisme. Certes, tous les paysans n'opèrent pas ces glissements, mais beaucoup de ceux qui avaient adhéré au Radicalisme se retrouvent — plus exactement leurs enfants — dans les rangs socialistes puis communistes. La tradition ici est source de mouvement. Alors qu'en d'autres lieux l'enrichissement de la paysannerie infléchit vers la Droite ses choix politiques, dans le Vaucluse il n'en est rien et l'on voit bien, à l'analyse des élections du Front Populaire, qu'une paysannerie individualiste et aisée maintient son engagement politique à gauche comme elle persiste dans son détachement religieux. Cela se comprend très bien. Si réelle qu'elle soit, la réussite économique présente ici un caractère précaire et la dure loi des marchés, d'expérience quotidienne, conduit nombre de paysans vauclusiens à être méfiants envers les mécanismes de l'économie capitaliste, à être réceptifs à la critique que les partis de gauche en proposent. Par ailleurs, la conscience est réelle chez beaucoup d'entre eux d'une solidarité de fait avec la classe ouvrière, en ce sens que l'élévation de son niveau de vie est pour eux un facteur de croissance de leurs productions et de leurs revenus. On est donc en droit de voir une cohérence de leur comportement politique par rapport à leur situation économique, même s'il est vrai que là aussi les choix individuels sont plus complexes. Car il y a, c'est l'évidence, une autonomie du politique. Mais elle n'est pas contradictoire avec le déterminisme des conditions économiques et des statuts sociaux.

\*  
\* \*

Je suis parti, dans ma recherche, de l'observation des faits économiques. La longue durée permet de l'ordonner, et de donner à l'évolution le sens d'une mutation qui bien au-delà des productions agricoles change profondément les systèmes de productions. L'intelligence de ce mouvement requiert l'analyse de ses conditions et contraintes sociales, et c'est ce qui place en pleine lumière le rôle des hommes, acteurs anonymes de cette transformation qui fut lutte acharnée contre la crise avant de devenir une incontestable, brillante réussite. Comment, alors, ne pas s'interroger, dans un souci de cohérence historique, sur les comportements collectifs de cette communauté ? L'histoire totale, comme nous disions, était bien dans la logique du projet, et ses conclusions peuvent être présentées comme la présentation d'un modèle d'évolution d'une société paysanne.